

Fête du travail

Les employés de Merck Serono en masse au cortège du 1er Mai

Parmi les 2500 à 3000 manifestants, 400 salariés de la multinationale ont crié leur colère

Catherine Focas et Céline Garcin

Si on leur avait dit, il y a une quinzaine de jours, qu'ils seraient massivement présents dans les rues de Genève à crier des slogans ce mardi 1er mai, ils ne l'auraient jamais cru. Les «cols blancs» de Merck Serono se sont brutalement découverts une fibre syndicale. Ils étaient 400, hier, en blouse blanche, dans le cortège qui a traversé la ville jusqu'aux Bastions.

Quelque 3000 manifestants en tout, affirme Joël Mugny, président du comité du 1er Mai. «Soit le double de l'année dernière!» Le calcul est peut-être un peu optimiste, mais il est vrai que l'apport des employés de Merck Serono est venu gonfler les troupes. Amabilité, détermination, colère. Ils ont vraiment l'impression qu'on les a bien eus. Alors, ils se défoulent en scandant «Bénéfices records, employés dehors» ou «Merck Serono se Rebif», du nom de la molécule qui a fait la fortune de la famille Bertarelli.

«Ils ne nous auront pas!»

«Je n'ai jamais pensé que nous serions aussi nombreux», lance Maxime, qui travaille depuis quatre ans pour la multinationale et s'occupe de la gestion des tests cliniques. Ça fait chaud au cœur. Nous sommes dans la même galère, le combat est commun.» Cédric, 37 ans, programmeur statistique, se souvient: «Mardi dernier, il y a une semaine, le PDG de Merck Serono nous a convoqués dans une salle. Il nous a dit en vingt minutes que le site allait fermer, que tout était fini...» Sa collègue Line, cheffe de projets clini-



Plusieurs centaines d'employés de Merck Serono, partis du siège genevois de la multinationale, ainsi que le Groupement transfrontalier ont grossi les rangs du cortège du 1er Mai. PHOTOS STEEVE IUNCKER-GOMEZ

«Ce n'est pas parce que nous sommes des cols blancs qu'il ne faut pas nous défendre»

Cédric Employé de Merck Serono venu manifester

ques, continue: «Nous étions choqués, nous ne savions pas comment réagir.» Cédric reprend: «Nous n'avions aucune structure syndicale dans l'entreprise. Le lendemain, Unia nous a approchés et vendredi nous nous sommes réunis pour créer un comité d'action. Ce n'est pas parce que nous sommes des cols blancs qu'il ne faut pas nous défendre!»

Astrid, 34 ans, laborantine: «Nous contestons la décision de fermeture du site. Ils ne vont pas

nous avoir individuellement. Nous sommes plus de 400 aujourd'hui! Un tiers du personnel.»

Les autorités genevoises ne sont pas épargnées: «Nous ne sommes pas soutenus par les politiciens genevois, affirment Vincent, ingénieur, 38 ans, et Nicolas, technicien de laboratoire, 44 ans. S'ils se bougeaient, quelque chose pourrait se passer.» Tous deux se disent «dégoutés». Ils ont l'impression de payer «des pots cassés» pour tout le groupe. «Nous ne

sommes pas plus mauvais ici qu'à Darmstadt, mais là-bas, les syndicats sont très forts et ils n'ont pas osé le faire.» La comparaison avec Novartis et les autorités vaudoises les rend amers: «Je voudrais qu'on puisse faire machine arrière, dit Sabrina, 28 ans, statisticienne. Je suis prête à accepter une baisse de salaire, mais on ne peut pas licencier 1250 personnes! On se sent abandonné par les politiciens.»

Micheline est arrivée

Pourtant des politiciens, il y en a. Les socialistes Charles Beer, Carlo Sommaruga, René Longet, Anne Emery-Torracinta, candidate au Conseil d'Etat. Les Verts Antonio Hodgers et Robert Cramer. Tout ce beau monde (3000 personnes selon les organisateurs, 2500 selon la police) arrive vers 16 h 30 aux Bastions, mené par le président des ouvriers ramoneurs, Philippe Gilliard. Une vieille tradition, nous explique-t-il. L'homme est visiblement heureux d'être là: «Il fait beau malgré le fait que certains patrons auraient préféré qu'il pleuve.»

A l'heure des discours sur la place Neuve, juste avant les saucisses grillées aux Bastions, une femme se glisse discrètement vers les orateurs: l'ancienne conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey. On tente d'obtenir un commentaire sur l'actualité récente. Sans succès. Mais déjà Michel Charrat, président du groupe transfrontalier, prend la parole pour fustiger «le triste spectacle de la préférence cantonale» et les tentatives «de diviser pour régner». Il ajoute: «Nous, les frontaliers, sommes devenus les moutons noirs.» Il appelle au combat commun pour construire «un espace de vie solidaire.»

Visionnez nos images sur www.1ermaidefile.tdg.ch